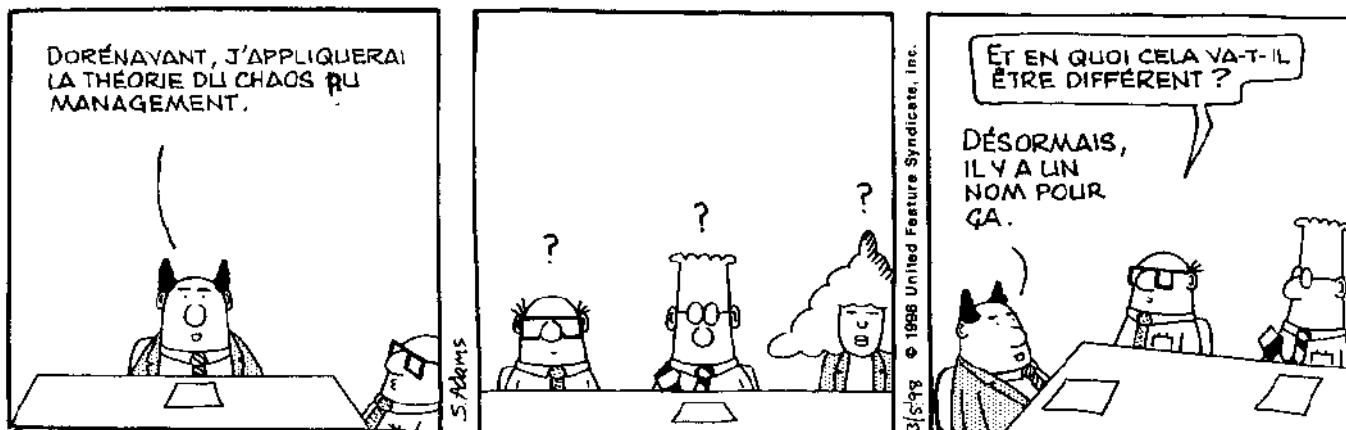


# Cet été la « canicule » a tué environ 18 000 personnes

à domicile ou dans le secteur sanitaire et social, soit l'équivalent de 3 ou 4 « 11 septembre ».

Cette catastrophe sanitaire et sociale, bien vite oubliée est l'œuvre du **Libéralisme Intégriste**. Elle est la conséquence d'une désagrégation sociale par la perte du lien au sein de notre société avancée et du délabrement du système de protection sanitaire et sociale généralisé ( le seul accessible pour le plus grand nombre et les plus démunis).



Certes on peut se féliciter du nombre limité de décès au CASH, dû à l'investissement et au dévouement du personnel. Mais il convient aussi de reconnaître que nous avons eu beaucoup de chance, compte tenu des conditions de travail détériorées que connaît, comme beaucoup d'autres, notre établissement.

Alors fallait-il instaurer **une prime à la non catastrophe sanitaire ?**

Cette démarche est révélatrice d'une nouvelle culture qui s'impose dans le secteur sanitaire et social, la prime de résultats ou plutôt d'objectifs, puisqu'il s'agit d'objectifs de gestion pour lesquels le devenir de l'utilisateur (le résultat) reste une donnée minimale (marginale).

**Il convient donc de faire quelques constats de rappeler quelques évidences :**

- Nous travaillons sur de l'Humain ! et l'on ne doit pas et l'on ne peut pas gérer un établissement, un *pôle d'activité (c'est nouveau)*, un service, comme un chef de rayon.

**En tant que professionnels, nous refusons de ne devoir gérer que des lits et de nous voir imposer une Date Limite de Soins ou de Suivi.**

- Le personnel se trouve dans la situation critique de faire tampon entre les injonctions gestionnaires, les sous-effectifs, la pénurie et les attentes des usagers en terme de qualité de la prestation.

**Cette dégradation continue des conditions de travail est intenable, à long terme elle est même génératrice de danger.**

- Les changements annoncés (accréditation , nouvelle direction, projets de services..) doivent s'appuyer sur la qualité de notre travail et de notre relation à l'utilisateur dans une cohérence d'accompagnement individualisé et non pas sur les seules notions de file active. Notre engagement n'est pas seulement de faire du chiffre, de l'acte ou du contrat d'insertion.

**Nous demandons par secteur, par service la mise en chantier d'une authentique réflexion sur l'éthique professionnelle à laquelle doit être associé l'ensemble du personnel tous statuts et hiérarchies confondus.**

- Une telle démarche de refondation ne peut s'appuyer que sur des cadres formés dont la fonction va bien au-delà du simple rôle de répétiteur.

- Des missions de « management » essentiel-

les sont aujourd'hui mises de côté : **animer et dynamiser les équipes, assurer le conseil technique individuel ou collectif des agents, valoriser les compétences humaines et professionnelles (promotion et formation), rechercher, organiser et diffuser l'information et la documentation, accompagner la prise de poste (adaptation à l'emploi), assurer l'encadrement des jeunes professionnels (tutorat)..**

**Evaluez votre cadre : peut-être n'a t'il pas les compétences (manque de formation) ou les moyens nécessaires pour mettre en œuvre ces aspects essentiels de nos métiers ?**

- Chacun peut mesurer depuis déjà plusieurs années l'irruption massive de personnels sous contrats précaires ; CDD à répétition, CES, CEC, emplois jeunes, sans parler des hébergés en affectations

**Comptez vous, combien y a t'il de titulaires FPH dans votre service ?**

- Ce recours systématique à des emplois sous payés et/ou aidés constitue un abus et une dérive. Ces collègues occupent des postes permanents, ils ne sont pas recrutés pour remplacer momentanément un poste vacant, (formation, maternité, disponibilité, maladie) ou pour une surcharge de travail comme le définit la législation du travail. Les contrats aidés dits d'insertion professionnelle sont souvent sans formation et sans lendemain ou en cascade, de CES en CEC puis CDD...

**C'est cette politique du personnel sans considération et non attractive, qui fait de notre établissement un repoussoir,**

**accélère les départs et accentue les sous-effectifs.**

- Comme une **usine modèle**, l'établissement tourne de plus en plus avec un volant restreint de professionnels stables secondés par une armée « d'intérimaires » à bas prix.

**Nous réclamons une vraie politique de l'emploi, du recrutement et de la formation, indispensable dans le cadre des missions qui nous sont confiées.**

- C'est dans ce contexte d'économie et de pénurie organisée que l'on justifie pour mieux l'imposer le concept « moderne » de **mutualisation du personnel**, certains agents ne sont plus affectés à un service mais par **pôles d'activités** (plusieurs services ou activités regroupés). Ils sont interchangeables ce sont les nouveaux OS volants sur nos chaînes de soins. Nous sommes opposés à cette orientation qui supprime la relation indispensable à l'usager, déresponsabilise le personnel qui n'est plus qu'un simple exécutant, contribue à l'insécurité (les personnes passent dans les services sans se connaître sans expérience commune).

Aux thuriféraires de la gestion des coûts, nous répondons :

**Certes, la santé et le social ont un coût, non négligeable aujourd'hui, mais il est sans commune mesure avec le coût humain et social, à long terme qu'une société d'exclusion léguera aux générations futures.**

**CNT** Confédération nationale du travail

[www.cnt-f.org](http://www.cnt-f.org)

Syndicat SANTE-SOCIAL région parisienne – Section syndicale du CASH de Nanterre



**Ensemble on est plus fort !**

**Syndiquez-vous !**

**Pour nous contacter : en interne poste 6802 ou 06.68.01.09.77**

Pour recevoir gratuitement les 3 derniers numéros de notre journal, retournez ce bon à :

Combat Syndicaliste BP 38  
94601 Choisy le Roi Cedex

Nom :

Prénom :

Adresse :